

Commentaire

L'évolution du système économique chinois

Par Assar LINDBECK

Il est généralement admis que la Chine doit son impressionnante réussite économique des trois dernières décennies aux réformes radicales de son système économique. Si les sociétés privées existaient à peine au début de ces réformes, elles représentent aujourd'hui 60 % de la production globale.

Cependant, il ne s'agit là que d'« une seule » dimension du système économique. Celui de la Chine a changé de façon radicale dans d'autres domaines. Les prises de décisions en matière de consommation et de production ont été décentralisées respectivement vers les particuliers et les entreprises privées ; les mesures d'incitation économique, les marchés, la concurrence, et l'internationalisation ont dans une large mesure remplacé l'économie planifiée, les processus administratifs, les monopoles et l'autocratie. D'une manière générale, cette période de réforme de la Chine est une illustration contemporaine éloquente de la leçon historique voulant que le déferlement d'initiatives individuelles donne un coup de fouet au développement économique.

Mais alors, comment définir l'économie chinoise d'aujourd'hui ? Pour certains observateurs, il s'agit d'un « capitalisme d'État », pour d'autres (dont les dirigeants chinois), d'un « socialisme de marché ». Ces deux étiquettes sont trompeuses, d'une part, en raison de la domination des entreprises privées du côté de la production, d'autre part, parce que le « socialisme » ne repose pas d'ordinaire sur des mesures d'incitation fermes ni sur une forte concurrence économique – les deux facteurs économiques qui prévalent dans la Chine actuelle.

En fait, ce pays a une sorte d'« économie mixte », dont certaines caractéristiques favorisent la croissance du PIB, tandis que d'autres n'ont pas, pour l'heure, mis à mal l'économie de façon notable. Mais il y a de fortes chances pour que la situation change. Les prochaines réformes seront donc décisives pour déterminer les futures performances économiques de la Chine.

Même si l'internationalisation de l'économie a été profitable à la Chine, il est peu probable que les 35 % actuels du PIB dus aux exportations et à la grande dépendance des technologies étrangères tiennent le rythme à long terme. Les tensions entre les nombreuses sociétés privées et les entreprises publiques omniprésentes sont une autre caractéristique d'un système économique chinois qui semble se fissurer.

Par exemple, en désapprouvant les prêts aux sociétés privées, les banques publiques faussent la répartition des ressources. L'agriculture chinoise est un autre exemple de tensions entre l'entrepreneuriat privé et la possession de biens dans le secteur public. La mainmise de l'État sur les terres nuit aux mesures d'incitation à l'investissement pour les fermes familiales et réduit les chances de ces dernières de posséder davantage de terres, en vue d'exploiter les économies d'échelle.

Il est impératif de diminuer les pressions exercées sur la possession de sociétés et de biens, car l'arrivée et l'expansion de petites sociétés privées seront de plus en plus importantes lorsque les marchés internes chinois et les innovations nationales devront jouer un rôle de premier plan. Alors, pour que la Chine tire profit au maximum de l'entrepreneuriat privé, il importe de faire diminuer la part d'actifs financiers et de biens agricoles du secteur public.

En outre, cela permettra de faire face à la corruption endémique, autre caractéristique du système économique chinois. Ce fléau ne pourra être enrayeré tant que les politiciens et les bureaucrates auront encore beaucoup à « vendre » aux sociétés et aux individus – y compris les emprunts rationnés des banques publiques et les divers permis réglementaires. Dans les zones rurales, la corruption émane des fréquentes expropriations de baux ruraux, auparavant détenus par des fermiers cultivant les terres en copropriété, que les fonctionnaires locaux cèdent à des promoteurs à des fins non agricoles. Dans les deux cas, pour freiner la corruption, il faudra non seulement que les pouvoirs publics dénoncent les pratiques immorales dans des discours dynamiques, mais aussi que des réformes institutionnelles favorisent la déréglementation, renforcent les droits de propriété et laissent davantage de place aux biens privés. La liberté des médias sera également fort utile.

Il ne fait pas de doute que certaines formes de corruption, dont « le démembrement des biens » associé à la privatisation de sociétés du secteur public, ont accéléré l'émergence d'une classe de capitalistes et d'entrepreneurs privés. Mais si la corruption est inhérente au système économique chinois, elle réduira certainement l'efficacité de la répartition des ressources et portera atteinte à la légitimité de l'entrepreneuriat privé.

En outre, il est nécessaire que la Chine passe d'une stratégie de croissance très « extensive » (qui consomme beaucoup de ressources) à un mode de développement plus « intensif ». Même si la croissance élevée nécessite la formation d'un capital à grande échelle, le rapport entre l'investissement en actifs financiers et en capitaux humains semble disproportionné. Cette situation se reflète dans la forte proportion d'investissements en actifs financiers, qui représentent 43 % du PIB, en comparaison avec les 4,3 % d'investissements en capital humain dans le domaine de l'éducation. La croissance de la Chine n'en sera que meilleure si ces proportions changent en faveur de l'éducation, notamment de la formation professionnelle, qui est très mal développée. De plus, pour mettre un terme au gaspillage considérable de ressources naturelles, à l'origine de taux de pollution exceptionnellement élevés, il est indispensable d'élaborer un cadre réglementaire réformé, notamment d'augmenter les coûts pour ceux qui consomment de l'énergie, les prix des matériaux bruts et des ressources tirées de l'environnement. En adoptant une stratégie de développement moins dépendante des ressources naturelles, davantage de fonds seront disponibles pour améliorer les structures sociales délaissées, notamment celles destinées aux citoyens ruraux et aux « marginaux urbains » (des secteurs non institutionnalisés). Cela veut aussi dire qu'il conviendra de s'intéresser aux structures inégales en matière de sécurité des revenus, ainsi qu'à l'offre disparate des services sociaux, notamment de santé et d'éducation, surtout dans les zones rurales.

Les arguments en faveur du retrait de l'État du système de production et de davantage d'investissement dans le domaine social sont indiscutables. Les dirigeants chinois semblent faire des promesses dans ce sens, en exprimant leur intérêt pour

l'entrepreneuriat national, les mesures sociales, le développement rural et la protection de l'environnement. Seul le temps nous dira dans quelle mesure, et à quelle vitesse, ces promesses seront tenues.

*Assar Lindbeck est professeur d'économie internationale à l'université de Stockholm. Son ouvrage le plus récent s'intitule *An Essay on Economic Reforms and Social Change in China*.

© Project Syndicate, 2007. Traduit de l'anglais par Magali Decèvre.